

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance  
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre  
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources  
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne (Afp- ats - Ap - Reuters, XINHUANET) ainsi que les sources d'informations de la résistance

## Journal de Palestine

Spécial dossier

N° 225 du 07.03

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://journal-palestine.blogspot.com>

b) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" : <http://www.palestinefr.net/jop.php>.

d) Le "Journal de Palestine" est également visible sur le site <http://www.aredam.net/> rubrique 14

e) Site de la Solidarité socialiste : <http://socialisme-solidarite-che.skynetblogs.be/>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

### 1 Médias

1-1 PALI : le nouveau système militaire de vision nocturne.

1-2 Video: Palestine is Still the Issue.

### 3 Dossier

3-1 Point de vue de Ran HaCohn : Comment vivre avec la faim ?.

3-2 Point de vue de Dina Ezzat : Palestine : le nouveau look de la résistance.

3-3 Point de vue de Youssef Habash. : Palestine: Nous pouvons enfin nous remobiliser contre l'occupation.

3-4 Point de vue de Khaled Amayreh : La solution de deux états, palestinien et israélien vivant côte à côte, devient chaque jour plus improbable.

3-5 Point de vue de Karim Mohsen : Justice Internationale - Quelle avancée?

3-6 Point de vue de Georges Corm : Moyen-Orient : mon plan pour la paix.

3-7 Point de vue de Idan Landau : Les machines-outils de Naplouse et de l'industrie militaire israélienne

## 1 Médias/Vidéos

### 1-1 Pali : le nouveau système militaire de vision nocturne.

Découvrez en exclusivité, le nouveau système militaire de vision nocturne qui permettra aux soldats de Tsahal d'optimiser leurs capacités d'opérer la nuit en terrain conquis.

<http://www.infolive.tv/infolive.tv-israelnews-pali-un-nouveau-systeme-militaire-de-vision-nocturne>

Vous ne visualisez pas la vidéo?

[Téléchargez Flash Player](#)

---

### 1-2 Video: Palestine is Still the Issue.

[http://change.org/changes/list\\_videos/85?video\\_id=365&main\\_page=1%20](http://change.org/changes/list_videos/85?video_id=365&main_page=1%20)

---

---

## 3 Dossier

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 3-1 Point de vue de Ran HaCohn : Comment vivre avec la faim ?.

#### **La déshumanisation des Palestiniens par Israël a déshumanisé les Israéliens eux-mêmes.**

Quand j'étais enfant, un argument en vogue en faveur de la « libération » israélienne, c'est-à-dire de l'occupation des Territoires palestiniens, c'était qu'elle était une bénédiction pour les Palestiniens eux-mêmes. « *Quand nous en avons pris le contrôle,* » me disait-on à l'école, « *il y avait juste deux ou trois voitures dans toute la Cisjordanie. Et regardez combien ils en ont maintenant !* ». En effet, durant les premières décennies d'occupation israélienne, le niveau de vie palestinien s'est élevé - pas à cause des investissements israéliens (Israël n'a jamais investi un cent pour le bien-être et l'infrastructure des Palestiniens), mais essentiellement parce qu'Israël a exploité les Palestiniens comme une main-d'œuvre bon marché, et même une main-d'œuvre bon marché, il faut la payer. Cet argument sur le niveau de vie ne peut plus être soutenu maintenant qu'une personne sur deux dans les Territoires, Gaza et Cisjordanie, est confrontée à l'« insécurité alimentaire » ou risque d'y être, selon un rapport récemment publié par les Nations unies. Non que cela ait changé quelque chose pour les expansionnistes israéliens : une fois que l'argument colonialiste devient inopérant, les partisans de l'occupation passent à d'autres excuses. C'est ce qui est agréable avec la politique d'occupation : son soutien repose sur des excuses, pas sur des raisons. A chaque fois qu'une excuse ne marche plus, la machine de propagande israélienne en propose une autre.

Il est intéressant de noter, cependant, la façon dont les Israéliens s'en sortent aujourd'hui avec ce qui a été une excuse si prisée. Ayant prétendu que l'occupation améliorerait la vie palestinienne, les Israéliens sont maintenant face à la faim et à la famine à leur porte. Comment s'en accommodent-ils ?

#### **La famine ne peut être ignorée**

Les Israéliens sont bien sûr des êtres humains. En tant que tels, ils sont rarement indifférents à la souffrance humaine. L'autre semaine, par exemple, on a cité James Morris, retraité du *Programme alimentaire mondial* aux Nations unies, qui disait que 18 000 enfants dans le monde mourraient de faim chaque jour. Ces propos, publiés en hébreu sur le site israélien populaire Ynet (17 février), ont suscité 100 réactions de lecteurs compatissants. Beaucoup d'entre eux ont simplement exprimé leur profonde compassion : « *Cela nous brise le cœur* », « *c'est terrible* », « *image inconcevable, incroyable* », « *comment ose-t-on mettre au lit un enfant qui a faim ?* », pour n'en citer que quelques-unes. Plusieurs lecteurs ont même demandé où on pouvait donner. D'autres ont évoqué les inégalités extrêmes qui se cachaient derrière ces images : « *Voyez comme ce milliard de gens qui ont faim ne tracasse pas les 5 milliards qui mangent à leur faim* », ou, « *Pendant ce temps-là, les gens les plus riches dans le monde nagent dans leur argent* ». Certains lecteurs ont essayé de mettre des visages derrière les images : « *Le monde ne se soucie pas des peuples noirs* ». Plusieurs commentaires mentionnaient le rôle des médias : « *Ces sujets-là ne font pas 10% des couvertures médiatiques qu'on réserve à certaines guerres oubliées.* » D'autres encore ont tenté une analyse poussée avec des commentaires comme : « *Le monde cruel, matérialiste, en paiera le prix* », ou, « *Conséquence du capitalisme qui conduit à des crises sociales et environnementales* », ou même, « *Tout cela pendant que les Américains dépensent 100 milliards de dollars chaque année pour des guerres* ». Telle était la tonalité d'une majorité écrasante de réactions israéliennes à propos de la faim dans le monde : sensibilité, compassion et empathies humaines, même avec quelques analyses politiques critiques.

#### **La situation désespérée des Palestiniens**

Un mot sur cette situation palestinienne. Les Territoires palestiniens n'ont souffert d'aucun tremblement de terre, ni tsunami, ni famine, ni de tout autre désastre naturel dans les dernières décennies. La détérioration constante de leur situation économique résulte à 100% de la main de l'homme. Comme d'autres rapports l'affirment, des Nations unies et de beaucoup d'autres organismes, les principales causes de la pauvreté sont politiques : à savoir, les bouclages imposés par les Israéliens et le boycott international et israélien de l'Autorité palestinienne. L'Autorité palestinienne est le plus grand employeur dans les Territoires. La boycotter jusqu'à ce qu'elle soit

incapable de payer les salaires, dans une société écrasée depuis des années par l'oppression militaire et économique d'Israël, conduit inévitablement à une pauvreté massive. En d'autres termes, Israël et la communauté internationale sont en train de punir la population palestinienne par la faim, pour avoir élu démocratiquement le « méchant » parti Hamas. Une punition de dimensions bibliques qui sied en Terre sainte, avec le Premier ministre Olmert et Condoleezza Rice dans le rôle de Jehovah.

### **Ne pas voir la famine palestinienne**

Le rapport des Nations unies sur l' « insécurité alimentaire » palestinienne a lui aussi été publié par Ynet, dans un résumé clair titré *La moitié des Palestiniens sont confrontés à des difficultés pour trouver de la nourriture* (22 février), lequel a provoqué 75 commentaires de lecteurs. En dehors de deux ou trois exceptions (cependant méprisantes et agressives), l'empathie et la compassion ont été complètement absentes de ces réactions. « *Qui s'en soucie ?* » écrit un lecteur. « *Si ma grand-mère était encore vivante, il se pourrait qu'elle soit intéressée* » écrit un autre.

La souffrance palestinienne n'est pas perçue comme une catastrophe touchant à l'humain mais comme un argument politique. C'est comme si la machine de propagande israélienne avait réussi à éteindre tout sentiment de la solidarité humaine la plus basique chez les Israéliens, la remplaçant par un sophisme cynique dépourvu de toute humanité. Les Palestiniens affamés représentent tout simplement une atteinte à la vertu d'Israël, et on les traite comme telle.

L'immense majorité des réponses des lecteurs suivent l'une, ou plus, des stratégies idéologiques suivantes :

1) Démenti pur et simple de la souffrance :

« *Ils paraissent plutôt ronds à la télé.* ».

Et pourquoi pas ? Nier les faits est toujours le refuge du fanatique.

2) Les Palestiniens souffrent, mais c'est bien.

« *C'est dommage, mais c'est la seule façon de les mettre sur la bonne voie* » ; « *La paix viendra quand l'autre moitié aura faim aussi* ».

Ici, on peut voir clairement le ferment pour un génocide.

Pareillement : « *[pour le] gouvernement d'Israël : il faut les encourager à se lever et à partir !!!* ».

3) Les Palestiniens souffrent peut-être, mais ce n'est pas notre affaire.

« *Nous nous sommes retirés, n'est-ce pas ? alors, qu'ai-je à faire avec ça ?* » demande l'un des lecteurs.

Le rapport des Nations unies, inutile de le dire, ne concerne pas seulement Gaza mais aussi la Cisjordanie ; il n'y a eu aucun retrait israélien de Cisjordanie mais beaucoup d'Israéliens aimeraient vraiment croire qu'en mettant en cage les Palestiniens de Cisjordanie derrière des murs, Israël n'aurait plus rien à voir avec les uns et les autres. Il est intéressant de noter que si cet argument était sincère, on devrait trouver la même compassion que celle qui s'est exprimée pour la faim dans le monde en général, mais ce n'est pas le cas. Pour beaucoup d'Israéliens, un enfant qui a faim au Ghana est une tâche sur leur conscience collective, tandis qu'un enfant qui a faim dans Gaza - à une heure de route de Jérusalem ou de Tel Aviv -, ce n'est pas leur affaire, simplement.

4) Peut-être que les Palestiniens souffrent, mais nous, les Israéliens, sommes les vraies victimes.

C'est la ligne constante de la propagande israélienne : les médias sont « partiaux » (antisémites, etc.) et ainsi mettent à l'écart notre souffrance.

Etalant son inutilité, un lecteur suit mécaniquement cette démarche routinière, comparant les deux peuples au niveau économique : « *On pourrait faire la même enquête en Israël et obtenir les mêmes résultats.* »

Une chose est sûre : le PIB par personne en Israël est de 26 000 dollars qu'il faut comparer aux 1 000 dollars des Territoires palestiniens occupés.

5) Mais ce dernier argument est souvent associé à la directive propagandiste la plus en vogue de toutes, à savoir : toujours utiliser le mot magique « terreur » pour faire des Israéliens des victimes et des Palestiniens des « terroristes ». Les « terroristes » ne sont pas dignes de compassion humaine, même quand ils ont faim ; d'ailleurs, s'ils souffrent, c'est toujours de leur faute.

Des dizaines de réactions sont remplies de cette stratégie : « *Qu'ils arrêtent de gaspiller leur argent pour des armes* » ; « *Qu'ils aillent travailler au lieu de lancer des pierres* » ; « *Ils soutiennent le terrorisme avec tant d'enthousiasme, j'espère qu'ils réussiront dans d'autres domaines de la vie* » ; « *Le fait qu'ils n'ont pas d'argent pour la nourriture ne signifie pas qu'ils n'ont en pas pour en acheter !!!* » ; « *Mais obtenir des armes, pour eux ce n'est pas du tout difficile* » ; et ainsi de suite...

Le « terrorisme » palestinien est vu comme un trait national sempiternel, inhérent, immuable et gratuit (« *ne jamais s'interroger, après 120 ans de terrorisme* » explique un lecteur), auquel tous les Palestiniens sont mêlés à égalité - médecins et infirmières, marchands et étudiants, les vieux comme les enfants - et pour lequel tous méritent d'être punis par la famine qu'une main invisible, anonyme, mais juste en fin de compte, leur inflige.

6) Dans la dernière stratégie, l'argument consiste à accuser la direction palestinienne.

« *Demandez des explications à vos chefs qui deviennent plus gros chaque jour* » ; « *Avec leur façon de diriger, ils devraient être reconnaissants d'être toujours en vie. C'est vraiment une honte de voir les Palestiniens suivre aveuglément leurs stupides dirigeants.* ».

Evidemment, les dirigeants corrompus sont la cause de tant de pauvreté dans le monde. En réalité, la corruption inhérente au Fatah a été justement ce qui a motivé beaucoup de Palestiniens à voter pour le Hamas. Il ne pourrait guère y avoir de meilleure illustration au produit américain exporté et étiqueté : « Démocratie » : les Palestiniens occupés peuvent choisir entre la famine sous le régime corrompu du Fatah soutenu par les Américains et la famine sous le gouvernement Hamas boycotté internationalement. C'est un pays (occupé) libre, vous savez.

Les réactions israéliennes à la souffrance palestinienne dont ils sont moralement responsables, surtout au regard de leur souci apparent de la faim dans le monde, montrent à quel point les Israéliens sont devenus profondément inhumains. Une machine bien huilée de propagande les transforme d'êtres humains compatissants en perroquets sans pitié de la démagogie d'Etat, prêts à ignorer, à excuser, et même à soutenir la famine d'une autre nation avec laquelle ils partagent la même terre.

La déshumanisation des Palestiniens par Israël a déshumanisé les Israéliens eux-mêmes.

Ran HaCohn

publié le vendredi 2 mars 2007

Le Dr Ran HaCohen est né aux Pays-Bas en 1964 et a grandi en Israël. Il possède un diplôme universitaire en informatique, un diplôme supérieur en littérature comparative et sa thèse est parue dans « Les études juives ». Il est professeur universitaire en Israël ; traducteur littéraire (depuis l'allemand, l'anglais et le néerlandais) et critique littéraire pour le quotidien israélien *Yedioth Achronoth*.

Les travaux de Mr HaCohen ont été publiés largement en Israël. *La lettre d'Israël* sort occasionnellement sur [antiwar.com](http://antiwar.com). Cet article qui a été publié d'abord sur *Antiwar.com* est rediffusé avec l'autorisation de l'auteur (version anglaise).

*The Electronic Intifada*, le 27 février 2007 - Trad. : JPP

Sources [CCIPPP](http://CCIPPP)

Posté par Adriana Evangelizt

---

### 3-2 Point de vue de Dina Ezzat : Palestine : le nouveau look de la résistance..

Prenant la parole à une conférence de presse au Caire vendredi, à l'issue d'une visite de deux jours, Khaled Meshal, chef du bureau politique du Hamas, s'est gardé de lancer des invectives enflammées contre les Etats-Unis et Israël. Il a toutefois dit clairement et avec insistance que c'est la position du gouvernement d'union nationale qui devrait compter aux yeux de la communauté internationale et non pas celle du Hamas. Ni Israël, puissance occupante, ni les Etats-Unis, qui ont soutenu l'occupation, ne devraient mettre en question la position du Hamas en tant que mouvement islamiste de résistance.

Pendant cette conférence de presse et d'autres qu'il a données pendant une tournée passant aussi par Khartoum et Moscou, Meshal s'est montré désireux d'adopter un nouveau langage de compromis ; en fait, il a répété que le Hamas accepte l'idée d'un Etat palestinien indépendant dans les frontières d'avant 1967. Néanmoins, dans son message, Meshal n'a laissé planer aucune doute quant au fait que le Hamas protégerait par tous les moyens les intérêts des Palestiniens - y compris par le recours à la résistance internationalement légale - si Israël ne rencontrait pas les Palestiniens à mi-chemin.

On a pu dégager une impression similaire de nouveau réalisme - certains ont même parlé de pragmatisme - dans le sillage des réunions que Meshal a tenues au Caire avec le Chef des services de renseignements égyptiens, Omar Suleiman, le Ministre égyptien des Affaires étrangères, Ahmed Abul-Gheit et le Secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa.

Pour citer un diplomate égyptien : « le Meshal qui a pris la parole pendant ces réunions était différent du Meshal des derniers mois ». Et le diplomate d'ajouter : « Cela vaut aussi pour la dernière réunion que nous avons eue avec Ismail Haniyeh [Premier ministre palestinien] dont l'approche envers la lutte entre Palestiniens et Israéliens a beaucoup évolué.

D'après ce diplomate, ni Haniyeh, ni Meshal n'ont changé de sentiment et n'ont pas plus décidé d'abandonner l'approche islamiste en faveur d'une perspective laïque. Selon lui : « Ils ont simplement décidé de se rendre à l'évidence des politiques régionales et internationales et d'agir compte tenu de ces facteurs ».

Apparemment, cette approche est efficace - du moins dans plusieurs milieux. Il est vrai que Meshal ne s'est pas encore vu accorder la réunion dont il a été beaucoup question avec le Président Hosni Mubarak, mais le dirigeant du Hamas reçoit maintenant un bien meilleur accueil dans la capitale égyptienne qui a toujours exprimé beaucoup d'appréhension à l'égard de l'approche « radicale » du Hamas. Les autorités égyptiennes disent que bientôt le Caire et d'autres capitales arabes partageant la même opinion dérouleraient le tapis rouge pour Meshal et d'autres personnalités du Hamas.

Dans sa conférence de presse au Caire, Meshal a dit aux journalistes que la nouvelle approche adoptée dans l'accord de La Mecque, porte déjà ses fruits. « Avant la conclusion de l'accord de La Mecque, les autorités de plusieurs capitales européennes nous ont promis que si un gouvernement d'union nationale était négocié, elles prendraient des mesures pour lever les sanctions imposées à nos populations à la suite de l'élection du Hamas [il y a un an] » a déclaré Meshal. Il a ajouté qu'ensuite de l'annonce de l'accord de La Mecque, ces mêmes capitales européennes, dont Meshal a décidé de taire le nom, ont appelé pour confirmer leur engagement.

D'après Meshal, le fait que les Etats-Unis ont décidé de réserver leur position concernant un gouvernement palestinien d'union nationale « montre clairement que Washington sait qu'il sera isolé s'il rejette ce gouvernement ou s'il demande le maintien des sanctions injustes qui frappent notre peuple ».

A la suite d'entretiens avec Moussa jeudi, Meshal a déclaré que malgré les déclarations émanant de Washington et du Quartette à sa récente réunion de Berlin, il sent que l'approche occidentale a changé par rapport à la question palestinienne. Meshal en a appelé à l'administration américaine « pour qu'elle reconsidère son attitude vis-à-vis du peuple palestinien ».

A chaque étape de sa tournée, Meshal a demandé l'arrêt immédiat des sanctions imposées à son peuple. Ceci, a-t-il dit, encouragerait le peuple palestinien à soutenir son gouvernement d'union nationale ainsi que le processus conduisant à un règlement équitable et juste du conflit israélo-arabe. Meshal a souligné que « le monde ne devrait pas être régi par le bâton américain et que les Américains ne devraient pas essayer de forcer toute la communauté internationale dans les limites de la position américaine ».

Meshal a déclaré que lentement, mais sûrement, les gouvernements font fi des demandes persistantes d'Israël pour que les capitales mondiales maintiennent l'embargo car « ils sentent qu'Israël devient un fardeau pour leur politique au Moyen Orient ». Il a ajouté : « L'administration américaine a commis une erreur, mais elle peut la rectifier ».

Mardi, la Russie a dit à Meshal qu'elle essaiera d'influencer les puissances occidentales pour qu'elles lèvent l'embargo pesant sur le peuple palestinien. Le Ministre des affaires étrangères, Sergei Lavrov, a précisé à Meshal au début de leurs entretiens, que la Russie soutient pleinement le marché conclu entre le Hamas et le Fatah pour la formation d'un gouvernement d'union. « Nous pensons que les participants à la réunion de La Mecque ont fait preuve de sagesse, de prudence et du sens des responsabilités envers le peuple palestinien » a-t-il déclaré.

« Nous nous efforçons d'obtenir que la communauté internationale appuie ce processus et le rende irréversible, y compris pour les efforts visant à lever le blocus ».

Prenant la parole à Moscou, Meshal a fait l'éloge du soutien de la Russie et a dit que son gouvernement cherche à faire preuve de souplesse dans toutes ses démarches. « Un leadership sérieux doit d'abord prendre acte et agir eu égard aux désirs de son peuple, mais à ce titre, le Hamas essaie en même temps de faire preuve de souplesse et de réalisme politique » a-t-il déclaré.

La position de la Russie met déjà Israël mal à l'aise. Avant la visite de Meshal dans la capitale russe, le gouvernement israélien a envoyé le Ministre extrémiste des Affaires stratégiques, Avigdor Libereman, à Moscou pour déconseiller aux Russes d'appuyer le dirigeant du Hamas. Libereman a rejeté toute possibilité de lever l'embargo ou de reconnaître un gouvernement d'union. « La reconnaissance de ce nouveau gouvernement équivaut simplement à encourager le terrorisme ; à notre avis, elle encourage les extrémistes, elle est une faiblesse de la part du monde libre », a-t-il dit aux journalistes à Moscou.

« J'espère que le blocus ne sera pas levé et que le nouveau gouvernement ne sera pas reconnu par le Quartette », a ajouté Libereman.

Meshal a dit à ses interlocuteurs que tous les dirigeants du Hamas savent que leur démarche positive concernant la formation d'un gouvernement d'union nationale sera, si possible, sapée par Israël. « Toutefois, si Israël décidait de jouer avec le feu, le peuple palestinien lui montrera qu'il peut réagir » a-t-il annoncé au Caire.

Selon Meshal, « c'est l'occasion historique de progresser vers l'obtention des droits légitimes pour les Palestiniens. Les Palestiniens et les Arabes sont d'accord quant à un plan d'action. Ce plan bénéficie d'un considérable appui mondial et il incombe maintenant aux pays arabes et musulmans d'aider les Palestiniens à élargir l'ampleur de ce soutien », a déclaré Meshal vendredi. Et dans une rare déclaration concernant la possibilité de négociations entre le Hamas et Israël, Meshal a dit mardi à Moscou : « Ceci créera un climat politique qui pourrait ouvrir des perspectives politiques dans le conflit israélo-palestinien ».

Meshal ne rejette plus directement la perspective d'une reconnaissance d'Israël par le Hamas, mais il dit : « C'est le peuple palestinien qui a besoin du droit à l'existence et d'avoir son Etat dans les frontières de 1967 ». En conséquence, « Israël doit d'abord mettre fin à l'occupation des territoires palestiniens et mettre un terme à la souffrance du peuple palestinien ». Meshal conclut : « Une fois qu'Israël aura fait cela, le peuple palestiniens énoncera clairement sa position ».

**Dina Ezzat**

1<sup>er</sup> mars 2007 - Al Ahram Weekly - Vous pouvez consulter cet article à :

<http://weekly.ahram.org.eg/2007/834...>

Traduction : AMG

---

### 3-3 Point de vue de Youssef Habash.: Palestine: Nous pouvons enfin nous remobiliser contre l'occupation.

#### **Sébastien Seutin interview Youssef Habash**

La constitution d'un gouvernement d'union nationale est une bonne chose, pour Youssef Habash, de la gauche palestinienne.

Même si cette gauche n'en sera pas.

Depuis des mois, les territoires palestiniens étaient en proie à de violents affrontements internes. Avec d'un côté, le Fatah du président Abbas. De l'autre, le Hamas, mouvement islamique au gouvernement après sa victoire électorale de janvier 2006, mais boycotté par l'Occident.

Le 8 février, les deux partis sont finalement arrivés à un accord (dit de La Mecque) mettant un terme aux troubles et instituant un nouveau gouvernement d'union nationale. L'avis de Youssef Habash, membre de la gauche palestinienne, chargé de relations publiques de l'ONG médicale Health Work Committees.

#### **Quel sentiment prévaut dans la population palestinienne depuis l'accord ?**

**Youssef Habash.** Ils sont heureux : la lutte entre Palestiniens est terminée. Nous allons pouvoir reprendre notre lutte réelle, primordiale, la lutte contre l'occupation.

#### **Et le contenu de l'accord ?**

**Youssef Habash.** Au niveau politique, cet accord n'est pas ce que nous, membres des partis de gauche et de la société civile, attendions. Il partage le pouvoir entre le Fatah et le Hamas. Maintenant que les deux « grands » se sont entendus, qui va veiller à la lutte contre la corruption ? Qui va veiller à ce que les auteurs de troubles, pendant les affrontements inter-palestiniens, rendent des comptes ? Rien n'est sûr...

C'est pourquoi le FPLP (Front populaire pour la libération de la Palestine, marxiste) ne participera pas à ce gouvernement. Mais tout en restant vigilant, nous allons soutenir et travailler avec ce gouvernement pour les intérêts du peuple palestinien.

**Le Premier ministre israélien Ehud Olmert, le Président palestinien Mahmoud Abbas et la secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice se sont rencontrés dernièrement pour « relancer le processus de paix »...**

**Youssef Habash.** Vous ne trouverez aucun Palestinien pour y croire. Ces discussions ont été calibrées en fonction des pré-requis israéliens : pas de négociation sur les frontières, sur les colonies, sur Jérusalem, sur le retour des réfugiés. Il ne s'agit que de discuter de l'arrêt du « terrorisme » palestinien, c'est-à-dire la résistance contre l'occupation. Ces négociations n'ont qu'un seul objectif : les Américains voient s'ils peuvent infléchir la position du Hamas et pacifier cette partie de la région.

Nous voulons surtout reconstruire une unité palestinienne, une implication de la population, consolider la résistance civile. Depuis plusieurs mois, personne ne parlait plus du Mur de l'apartheid, des colonies, des prisonniers. L'attention de tous était accaparée par cette lutte intestine. Nous allons maintenant nous remobiliser contre nos réels problèmes.

*Sébastien Seutin*

28-02-2007

---

### 3-4 Point de vue de Khaled Amayreh : La solution de deux états, palestinien et israélien vivant côte à côte, devient chaque jour plus improbable.

Avec l'échec manifeste des derniers efforts diplomatiques pour relancer un processus de paix moribond et la perspective d'une solution à deux états qui devient de plus en plus insoutenable à cause principalement de l'expansion de la colonisation israélienne, quelques intellectuels palestiniens commencent à réclamer une stratégie nationale alternative pour assurer la survie du peuple palestinien.

Cette semaine, le Roi Abdullah II de Jordanie a avancé un pronostic sinistre de la situation globale en Palestine, disant que les chances pour un règlement de paix équitable et durable étaient en train de reculer rapidement.

« Nous nous trouvons à un véritable carrefour et il me semble que c'est vraiment la dernière occasion pour faire la paix entre nous tous » a dit le roi ce samedi dans une entrevue avec une chaîne de télévision israélienne.

Il a ajouté que « les occasions que nous avons aujourd'hui diminuent rapidement et je crois que les choses sont en train de changer de telle sorte que bientôt, nous ne pourrons plus parler de la solution de deux états. »

Des déclarations semblables reflétant la frustration et les désillusions arabes face au soutien illogique d'Israël par les Américains sont avancées par un certain nombre de chefs arabes, y compris le secrétaire général de la ligue arabe, Amr Mousa.

Cette frustration a encore augmenté récemment après que les USA aient épousé la position israélienne en ce qui concerne l'accord de la Mecque entre Fatah et Hamas, bien que cet accord ait été supervisé par l'Arabie Saoudite, l'un des principaux alliés des Etats-Unis dans la région.

En effet, la plupart des Palestiniens arrivent à la conclusion que quelque soit ce que les Palestiniens peuvent dire ou faire, Israël n'acceptera pas d'abandonner ce qu'elle a conquis en 1967 et ne permettra pas la création d'un état palestinien viable sur l'intégralité des territoires occupés, y compris Jérusalem Est.

Si oui, se demandent certains, à quoi bon s'épuiser avec un processus de paix qui n'amènera nulle part ?

Abdul Sattar Qassem, professeur de sciences politiques à l'université de Najah à Nablus, décrit le discours politique palestinien comme étant un « mode de fonctionnement de l'impuissance et de l'échec. »

« Malheureusement, nos mouvements politiques, particulièrement les prétendues parties dirigeantes ne sont pas capables de nous mener à bon port. Ces groupes travaillent plus par instinct de conservation de leurs intérêts propres qu'à trouver une stratégie nationale de salut, et si un miracle ne se produit pas, j'ai peur que nous continuerons à souffrir. »

Qassem qui est un critique sans détour à la fois du Fatah comme du Hamas, croit qu'une véritable direction politique palestinienne doit, au lieu d'attendre un changement de l'esprit ou du cœur de l'Ouest et en particulier des Etats-Unis, essayer de trouver « des voies créatrices pour raffermir la résolution de notre peuple. »

Par exemple, nous devrions nous libérer de la dépendance financière à l'égard des non-arabes et des non-musulmans car cette aide conditionnelle nous prive de notre volonté et de notre capacité à dire « non » quand nous avons besoin de le dire.

« Celui qui ne mange pas grâce à la sueur de son front, n'est pas libre »

Cependant, Qassem semble ignorer que les Palestiniens dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza sont effectivement prisonniers et que leurs possibilités d'effectuer des changements sont limitées, pour le moins.

Il y a beaucoup de personnes dans l'arène politique palestinienne qui pensent que le seul fait de la présence d'une autorité palestinienne est un capital national qu'il faut préserver à tout prix. Cela inclut la masse des fonctionnaires, des employés et des agents de l'autorité palestinienne qui se comptent par dizaines de milliers. Cependant, il y a ceux qui regardent l'autorité palestinienne comme un « désastre » pour la cause palestinienne.

L'un des avocats de la dissolution de l'autorité palestinienne est Muwaiya Al Masri, ancien législateur de Nablus. Il

a dit au Palestine Times que la solution de deux états était « non réaliste, impossible même et signifierait la destruction de la cause palestinienne. »

« J'ai invariablement réclamé la solution d'un seul état qui va du Jourdain à la méditerranée où les Arabes et les juifs vivraient dans la paix et l'égalité » dit-il « C'est la bonne solution, la solution historique, l'ultime solution. » Al-Masri souligne qu'il est conscient du fait qu'Israël rejeterait avec force la solution d'un seul état par racisme ou volonté colonialiste.

« Ils veulent avoir un état avec une majorité juive fixe et stable. En même temps ils ont tué toute perspective raisonnable pour la création d'un état palestinien. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte et de tirer ses propres conclusions . »

Al-Masri dit que tous les efforts politiques des Américains, des Européens, des Arabes, et même des Palestiniens ne changeront rien. « Israël ne se retirera pas totalement de la Cisjordanie et de Jérusalem même si reconnaissons son existence totalement et sans condition, ce que nous avons fait en réalité. »

Al-Masri avance que la seule stratégie palestinienne qui pourrait répondre aux espoirs des palestiniens en matière de liberté et de justice est « la dissolution de l'autorité palestinienne et l'adoption d'une stratégie basée sur la solution d'un seul Etat » très proche de ce qui s'est fait en Afrique du Sud « L'autorité palestinienne est une catastrophe pour les palestiniens. Si vous lancez une enquête d'opinion maintenant, vous constaterez que la plupart des Palestiniens préconisent le démantèlement de l'autorité palestinienne... sous l'autorité palestinienne, les colonies ont augmenté de 400%, l'anarchie s'est installée et notre avenir est de plus en plus sombre. »

Le député Mustfa Barghouthi souscrit aussi à l'idée que les Palestiniens doivent aller vers la solution d'un seul Etat » si Israël continue ses efforts « pour nous imposer le projet d'un Etat morne, déformé et discontinu. »

Barghouthi indique que les Palestiniens font face à une véritable crise de stratégie qui pourrait être surmontée par l'intensification de la résistance populaire, de l'appui et de la solidarité internationale, et de la consolidation d'une saine culture politique locale.

« Mais tout d'abord, nous devons avoir une direction nationale unifiée, une vision de notre avenir et une stratégie commune pour être en mesure de parler au monde entier d'une seule voix. »

Barghouthi a décrit le discours palestinien courant comme de simples réactions, et principalement des réactions verbales aux politiques et aux pratiques israéliennes.

« Nous devons avoir une stratégie proactive en ce qui concerne Jérusalem et... à ce qui se produit dans Bil'in. Avons-nous épuisé toutes nos énergies là-dessus ? Je crois que la réponse est NON. »

27 février 2007 - [Palestine Times](#)

Traduit de l'anglais par D. HACHILIF

Source : [info-palestine.net](http://info-palestine.net)

<http://www.info-palestine.net/...>

---

### 3-5 Point de vue de Karim Mohsen : Justice Internationale - Quelle avancée?

(Extrait partie Israël)

La Cour Internationale de Justice

Il est évident que la visibilité de la « justice internationale » s'est quelque peu accentuée. Mais...

Coup sur coup et dans deux affaires différentes, les Cours internationale de Justice (CIJ) et pénale internationale (CPI), siégeant toutes deux à La Haye au Pays-Bas, ont rendu publics, à la fin de la semaine dernière, deux importants arrêt et décision qui constituent une intéressante avancée pour la justice internationale, appelée à se prononcer sur des affaires de génocide, crimes de guerre et autres crimes contre l'humanité....

Extrait

...

Les nombreux crimes commis par Israël contre le peuple palestinien, restés jusqu'à ce jour impunis. Après les crimes abominables de l'armée israélienne à Jénine en Cisjordanie en 2002, le Conseil de sécurité de l'ONU a mis sur pied une commission d'enquête internationale dirigée par l'ancien président finlandais, Martti Ahtisaari, pour déterminer la responsabilité de l'armée israélienne dans ce crime atroce. Or, la mission n'a jamais pu faire son travail au fait du refus d'Israël de laisser celle-ci entrer en Israël, coupant ainsi court à toute velléité de savoir ce qui s'est passé au printemps 2002 à Jénine et plus largement ce qui s'est passé dans les territoires palestiniens occupés depuis juin 1967.

L'ONU et la communauté internationale étaient ainsi mises en échec par Israël. Or, du moment que la CPI a pu enquêter, hors du Soudan, et sans l'accord de Khartoum, peut-on espérer que ce qui est devenu un précédent en termes de droit et de justice internationaux pour le Darfour et la Bosnie, le serait également pour les Palestiniens, grugés depuis des décennies par la communauté internationale qui refuse de voir les crimes d'Israël (comme les assassinats ciblés de dirigeants palestiniens), quand celle-ci pousse des cris d'émou pour tout ce qui se passe ailleurs?

En 2005, la CIJ a rendu un arrêt, certes non contraignant, dans l'affaire du «*mur de séparation*» qu'Israël construit en Cisjordanie, l'estimant illégal et contraire au droit et conventions internationaux et aux multiples résolutions du Conseil de sécurité sur le dossier israélo-palestinien et auxquelles l'Etat hébreu ne s'est jamais conformé.

C'est là aussi un déni de droit quand les territoires palestiniens sont morcelés par Israël les rendant peu favorables à l'érection de l'Etat palestinien indépendant. En réalité, c'est en fonction de ce que décideront la CIJ

et la CPI au regard du conflit proche-oriental -les Palestiniens forts de ces deux précédents, peuvent dès lors faire valoir leur droit devant ces institutions spécialisées de l'ONU-, que l'on dira si ces instruments de la justice internationale fonctionnent correctement, s'appliquent et sont applicables à tous les Etats de la même manière, y compris l'Etat hébreu.

Dans le cas contraire, la «*justice internationale*» ne serait alors qu'un nouveau leurre, ne s'intéressant et ne sanctionnant que les pays «*sans grades*». Aussi, nous demandons à voir avant de dire, avec les «*spécialistes*» internationaux, si effectivement la justice internationale a avancé, en devenant plus

Source : L'Expression

<http://www.lexpressiondz.com/>

---

### 3-6 Point de vue de Georges Corm : Moyen-Orient : mon plan pour la paix.

Un rêve « dissident » de règlement global

L'administration américaine, largement suivie par les gouvernements européens, place trois éléments majeurs au cœur de sa vision d'une solution globale aux conflits du Proche-Orient : l'éradication du Hamas à Gaza et en Cisjordanie comme du Hezbollah au Liban, du moins de leurs branches militaires ; la mise au pas des régimes iranien et syrien, qu'elle estime opposés à sa politique de stabilisation de la région ; la généralisation de la démocratie et de l'état de droit dans les sociétés arabes de la région.

La victoire sur le terrorisme proche-oriental dépendrait du succès de cette politique, que les gouvernements, les partis politiques et la société civile arabes devraient mettre en pratique avec vigueur. Elle permettrait alors de trouver une solution au problème palestinien, car Israël, ainsi rassuré sur son avenir et sur son insertion pacifique dans la région, pourrait rendre quelques territoires et tolérer l'émergence d'un Etat palestinien.

Aux yeux de nombreux médias et partis politiques occidentaux, les actions des armées américaine et israélienne dans la région n'ont pas d'autre but : il s'agit de délivrer le monde du fléau du terrorisme et de faire régner la paix et la démocratie. Voilà, en quelques mots, la doctrine occidentale sur le Proche-Orient.

La vision exposée ici est une vision « dissidente », qui sera traitée d'irréaliste et de dangereuse. Il nous semble néanmoins nécessaire de la présenter. Elle reflète, à notre sens, les aspirations de très nombreux démocrates et pacifistes de la région – qu'ils soient juifs, chrétiens ou musulmans. Largement inspirée du droit dit par la « communauté internationale » sur le conflit israélo-palestinien depuis 1947, cette vision part de la constatation de bon sens que la violence qui affecte l'ensemble libano-syro-palestinien est largement le produit des occupations israéliennes de territoires de ces trois pays depuis des décennies et du traitement subi quotidiennement par les populations occupées, en infraction aux principes généraux du droit et aux principes humanitaires

1. Conformément à l'esprit du droit dit par les Nations unies sur la guerre judéo-palestinienne puis israélo-arabe en 1948 et 1949, la terre de Palestine, de la Méditerranée au Jourdain, est une société ouverte et pluricommunautaire ; aucune communauté religieuse n'y a un droit exclusif à la domination politique et à la force armée ; Jérusalem est une ville ouverte gérée par un conseil municipal composé de juifs, de chrétiens et de musulmans en nombre égal.

2. Conformément à l'avis de la Cour internationale de justice de La Haye en 2004, le mur construit par Israël en Cisjordanie pour y enfermer les habitants d'origine de ce territoire doit être détruit sans tarder, afin que les Palestiniens soient totalement libres de leurs mouvements et de leurs déplacements à l'intérieur de la Cisjordanie et vers la bande de Gaza. Leurs déplacements à l'extérieur – sauf l'entrée sur le territoire israélien – ne seront plus contrôlés par l'Etat d'Israël, mais exclusivement par l'Autorité palestinienne et par les services de police de l'Egypte et de la Jordanie aux frontières terrestres de ces Etats. Israël doit immédiatement lever les blocus aérien, maritime et terrestre qu'il maintient sur la population palestinienne.

3. Les habitants des colonies israéliennes implantées en infraction à la convention de Genève seront autorisés à demeurer dans leurs habitations après indemnisation par l'Etat israélien des Palestiniens dont les terres ont été saisies – en tenant compte d'un taux d'intérêt légal qui sera celui du taux interbancaire pour les dépôts en dollars à un an sur le marché de Londres.

4. En application de la résolution 194 adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 11 décembre 1948, les Palestiniens et leurs descendants expulsés ou ayant fui l'avance de l'armée israélienne en 1948, puis en 1967, pourront jouir d'un droit de retour sur l'ensemble du territoire historique de la Palestine ou être indemnisés par l'Etat d'Israël.

5. L'armée israélienne devra évacuer dans les quinze jours les zones qu'elle occupe en Cisjordanie et à Gaza et céder la place à une force internationale de protection de la population palestinienne des territoires occupés.

6. A l'issue d'une période de sept ans, un référendum sera organisé dans les territoires occupés depuis 1967 par Israël et en Israël même pour savoir si les citoyens des deux peuples souhaitent vivre dans un même Etat fédéral ou unitaire, ou bien dans deux Etats séparés. 7. Un fonds d'indemnisation de la population palestinienne des territoires occupés sera constitué, financé à parts égales par les pays du G8 et les pays arabes membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), à titre de réparation pour l'occupation et l'oppression



subies durant les dernières décennies.

8. Quelle que soit la solution choisie, l'Etat israélo-palestinien ou les deux Etats israélien et palestinien devront déclarer leur neutralité dans l'ordre international et ne pas entretenir de relations privilégiées, militaire ou politique, avec les grandes puissances et les puissances régionales.

9. Le territoire du Golan syrien occupé par l'Etat d'Israël depuis 1967 sera rendu à l'Etat syrien, et des zones de sécurité démilitarisées seront installées des deux côtés de la frontière. Les colons israéliens vivant dans ce territoire seront autorisés à y demeurer aux mêmes conditions que les colons de Cisjordanie. Des relations diplomatiques et économiques seront établies entre les deux pays dès l'installation des zones de sécurité et le paiement des indemnités dues par les colons.

10. Après la restitution du territoire libanais des fermes de Chebaa encore occupé par Israël, l'Etat d'Israël déminera le sud du Liban, qu'il a occupé durant vingt-deux ans en infraction à la résolution 425 du Conseil de sécurité du Liban et en empêchant le déploiement de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) jusqu'à la frontière entre les deux pays. Des zones de sécurité démilitarisées seront installées des deux côtés de la frontière sous le contrôle des Nations unies. Un fonds d'indemnisation sera créé pour dédommager le Liban des pertes économiques répétées que lui a infligées l'Etat d'Israël depuis 1968 en invoquant le droit de représailles, qu'il a pratiqué de façon continue avec la démesure la plus extrême. Ce fonds sera financé à parts égales par l'Etat d'Israël, les pays du G8 et les pays arabes membres de l'OPEP en tenant compte des intérêts de retard tels que définis ci-dessus.

11. L'Etat d'Israël doit relâcher sans délai tous les prisonniers palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, ainsi que du Liban et de la Syrie.

12. Les Palestiniens devenus citoyens israéliens devront jouir de droits égaux, civils et politiques. Le système électoral israélien devra leur assurer une juste représentation au Parlement israélien et dans les collectivités locales, ainsi que dans les institutions administratives, militaires et judiciaires du pays.

Georges Corm

Ancien ministre libanais des finances, auteur de *La Question religieuse au XXIe siècle*, La Découverte, Paris, 2006, du *Proche-Orient éclaté, 1956-2006*, Gallimard, coll. « Folio », Paris, 2006, et de *Orient-Occident, la fracture imaginaire*, La Découverte, Paris, 2005.

Le Monde diplomatique de décembre 2007

[http://www.aloufok.net/article.php3?id\\_article=3733](http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=3733)

---

### 3-7 Point de vue de Idan Landau : Les machines-outils de Naplouse et de l'industrie militaire israélienne.

Les obus de char fabriqués par Israël ne servent pas des objectifs plus nobles que les tuyaux chargés d'explosifs de la Casbah

La station de télévision « al-Sanabel » de Naplouse a été à deux doigts de diffuser une information exclusive : une unité d'élite des Martyrs d'Al-Aqsa a opéré un raid, au petit jour, sur une usine de l'industrie militaire israélienne de la plaine côtière et y a découvert des laboratoires sophistiqués pour la fabrication d'armes. Parmi les armes qui ont été confisquées, il y a 300 missiles air-sol pour hélicoptères, 20 tonnes de plastique, un bulldozer blindé et six chars Merkava IV. Dans la suite de cette information qui a failli être diffusée, il était précisé qu'un équilibre stratégique avait ainsi été atteint par rapport aux laboratoires de fabrication d'armes découverts lors de l'invasion de Naplouse où ont été confisqués cinq tuyaux chargés d'explosifs, une roquette anti-char LAW, une grosse charge explosive et encore quatre sacs d'engrais utilisés dans la préparation d'explosif.

On l'a dit : cette information n'a pas été diffusée. Non seulement parce que les laboratoires de l'industrie militaire israélienne n'ont pas été découverts mais aussi parce que « al-Sanabel » a été mis au chaumage. L'armée israélienne a arrêté le directeur de la station et a confisqué son matériel de diffusion. Pourquoi l'armée israélienne s'attaque-t-elle à des journalistes et à des médias ? Question apparemment sans intérêt, quasi immorale dans le climat actuel. Pourquoi l'armée israélienne a-t-elle imposé un blocus à l'hôpital gouvernemental de Naplouse et empêché l'évacuation des blessés vers celui-ci ? Pourquoi l'armée israélienne a-t-elle pris le contrôle d'une école et l'a-t-elle transformée en un centre d'interrogatoire des services de la Sécurité Générale [Shabak] ? Quel péché Anan al-Tabibi avait-il commis pour qu'un tireur d'élite lui tire une balle dans la tête alors qu'il se trouvait chez lui, dans la cour de sa maison ? Ce sont, là encore, des questions irrationnelles. Il y a la guerre et à la guerre, on n'est pas trop tatillon sur le respect et la vie des civils. Mais justement non : ce n'est pas une guerre mais l'invasion, unilatérale, d'une ville palestinienne, et d'ailleurs, même dans les situations de guerre, il y a interdiction explicite de porter inutilement atteinte à la population civile. Dans l'armée israélienne, on n'en a pas entendu parler ; la population palestinienne, avec ses biens et ses besoins, a la transparence de l'air pour les forces d'invasion.

Difficile d'imaginer que quelqu'un ait été consterné par la découverte des laboratoires d'armes de Naplouse. Plus difficile encore de croire que quelqu'un ait été ébranlé par la menace stratégique que faisaient peser sur l'Etat d'Israël, par leur quantité et leur qualité ridicules, les armes qui ont été confisquées. Et au fond, qu'espérons-nous ? Que les Palestiniens accueilleraient nos bombardements aériens et les tirs de nos chars poitrine découverte et avec un rameau d'olivier ? C'est un conflit violent et chaque camp veille à s'armer jusqu'aux dents. Les obus de char que fabrique l'industrie militaire israélienne ne servent pas des objectifs plus nobles que les tuyaux chargés d'explosifs de Naplouse. Les uns comme les autres sont employés, avec préméditation et arbitrairement, contre des civils innocents. Il n'y a qu'une différence de puissance : on ne peut comparer les dommages énormes que la technologie militaire israélienne inflige aux villes de Cisjordanie avec les dommages limités que le terrorisme palestinien occasionne dans les villes d'Israël. Beaucoup d'Israéliens s'accrochent à cette justification éculée : « oui, mais nous ne visons pas délibérément les civils. Eux bien ». Après 5.000 Palestiniens tués (dont un millier de mineurs d'âge), 50.000 blessés, 30.000 maisons détruites et 13 millions (!) d'oliviers arrachés, cette justification sonne comme une mauvaise blague. Point à la ligne. Il vaudrait mieux se taire de honte.

On dit, chez nous, que le terrorisme n'a pas besoin d'un prétexte, mais seulement d'une occasion. Il semble bien que les incursions périodiques de l'armée israélienne dans les villes de Cisjordanie et les vastes destructions qu'elles laissent sur leur passage n'aient pas non plus besoin d'un prétexte. Et pourtant, il est difficile de ne pas faire de lien entre l'activité militaire actuelle et la stagnation politique qui l'entoure, en particulier ces dernières semaines. En un temps étonnamment court, le gouvernement Olmert est parvenu à claquer à peu près toutes les portes possibles d'un dialogue avec le monde arabe. L'accord de la Mecque « n'a pas rempli ses engagements », murmurait-on à Jérusalem ; avec les Syriens, il est interdit d'établir ne fût-ce que les premiers contacts, pour ne pas irriter le grand frère Bush ; même la libération de Gilad Shalit ne constitue pas une urgence suffisante pour le gouvernement. Les émissaires diplomatiques se démènent dans les capitales européennes et au Caire, Condoleezza fait la navette et refait la navette, et tout est à l'arrêt. En réalité, il y a des choses qui bougent. Ce sont d'ailleurs toujours les mêmes qui vont de l'avant : les colonies. Plus de mille nouveaux commencements de construction ; le bureau central de la police qui a été construit récemment en zone 1E, et qui est destiné à relier Maale Adoumim à Jérusalem et à couper définitivement l'un de l'autre le nord et le sud de la Cisjordanie ; et la clôture qui continue de s'étendre à l'est.

Tout ça est déplaisant, vraiment déplaisant. Olmert et Peretz s'assoient et travaillent dur : comment sortir de ce cafouillage ? Dans le monde, on commence déjà à douter de la volonté d'Israël de parvenir à un accord de paix. Le public israélien est frappé d'ennui, fatigué déjà des Zeiler et autres Winograd. A peine si le coup hasardeux d'Esterina Tartman a fait les titres pendant un jour et demi. C'est alors que Gabi Ashkenazi, chef d'état-major, entre en trombe, le regard étincelant : « J'ai une idée ! On pourrait peut-être envahir Naplouse ? On fait sauter quelques maisons et on revient avec cinq tuyaux chargés d'explosifs : le monde verra à quel rebut nous avons affaire et le peuple d'Israël retrouvera sa fierté ». Hmmm, dit Olmert. Hmmm, convient Peretz.

Idan Landau

Idan Landau est professeur de linguistique à l'université Ben Gourion, dans le Néguev

Ynet [Yediot Aharonot], 27 février 2007

[www.ynet.co.il/articles/0,7340,L-3370223,00.html](http://www.ynet.co.il/articles/0,7340,L-3370223,00.html)

Version anglaise : ***We also target civilians***

[www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3370915,00.html](http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3370915,00.html)

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)